

L'économie de la Martinique en 2017

Une activité touristique *record* contribuant à la stabilité

En 2017, l'économie martiniquaise a, une nouvelle fois, fait preuve de résilience, mais sans trouver de véritable souffle. Dans ces conditions, l'indicateur du climat des affaires se situe, tout au long de l'année, autour de sa moyenne de longue période.

Le contexte macroéconomique est marqué par le maintien de l'investissement et la poursuite de la consommation des ménages. L'activité de financement continue sa progression, preuve du maintien d'un cycle économique positif. Les encours bancaires de crédits à la consommation des ménages et de crédits d'investissement des entreprises sont bien orientés.

Au niveau sectoriel, les évolutions sont très hétérogènes. Le secteur agricole subit les conséquences des aléas climatiques, tout comme les secteurs du BTP et de l'industrie, dont les problématiques seraient davantage structurelles. Inversement, le tourisme enregistre un nombre record de visiteurs.

DES FONDAMENTAUX QUI SOUTIENNENT LE DÉVELOPPEMENT DE L'ACTIVITÉ

Stabilité de l'indicateur du climat des affaires

Après une bonne tenue en 2016, l'ICA se maintient au niveau de sa moyenne de longue période durant l'exercice 2017. Il s'établit à 100,6 points en fin d'année (-1,7 point en glissement annuel).

Les prévisions d'investissement ont contribué au maintien du courant d'affaires. Mais la dégradation des soldes de gestion n'a pas permis de dynamiser significativement l'activité sur l'année.

En fin d'année, les chefs d'entreprise se montrent légèrement plus optimistes. Pour les mois à venir, ils anticipent une amélioration de l'activité et le redressement des soldes de gestion. Ces éléments pourraient conduire à un relèvement du courant d'affaires en 2018.

Indicateur du climat des affaires à la Martinique
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

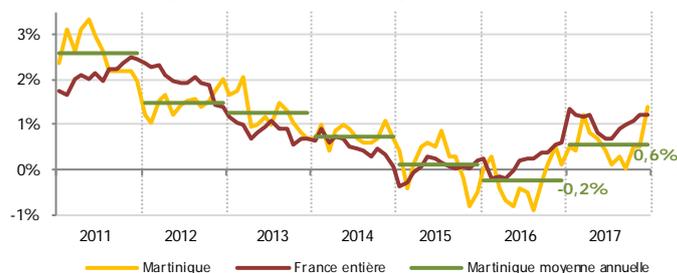
Léger regain d'inflation

En moyenne annuelle, l'inflation s'élève à +0,6 % à la Martinique contre +1,0 % pour la France entière.

En 2017, la hausse des prix semble se généraliser, en lien avec la hausse des cours mondiaux des produits pétroliers.

Ainsi, la hausse marquée des prix de l'énergie (+7,5 %), mais aussi celle plus modérée des produits alimentaires (+1,1 %) et des services (+0,4 %), ne sont pas neutralisées par la baisse des prix des produits manufacturés (-1,5 %).

Indice des prix à la consommation
(glissement annuel et moyenne annuelle)



Source : Insee

Hausse de la demande d'emploi

À fin décembre 2017, 42 671 demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) ont été enregistrés, soit une augmentation de 4,6 % par rapport à l'année précédente. Après l'éclaircie de 2016, le marché du travail se retourne.

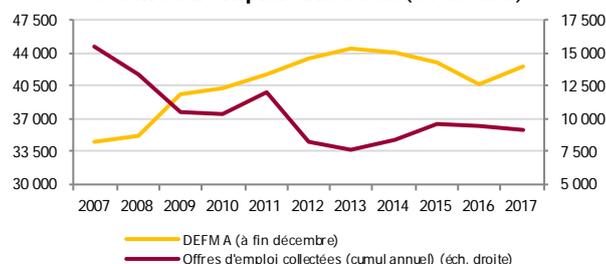
Cette hausse est portée par la progression du nombre de DEFM A âgés de 25 à 49 ans (+8,3 %), et du nombre de seniors (+6,3 %). La catégorie des moins de 25 ans s'inscrit en marge de ces évolutions. En effet, les jeunes bénéficient d'une amélioration de leur situation (-13,9 %).

Plus généralement, toutes catégories confondues (ABCDE), le nombre de demandeurs d'emploi s'inscrit en hausse (+1,3 %).

Parmi ces demandeurs, il convient par ailleurs de noter le repli significatif des DEFM D - demandeurs non tenus de rechercher un emploi pour cause de formation, de stage, ou de maladie - (-36,1 % après +74,9 % en 2016)¹.

Parallèlement, le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi diminue (-3,4 %) sur l'année et les offres d'emploi satisfaites restent stables (+0,4 %) à 7 991.

Demandeurs d'emploi et offres d'emploi collectées (en nombre)



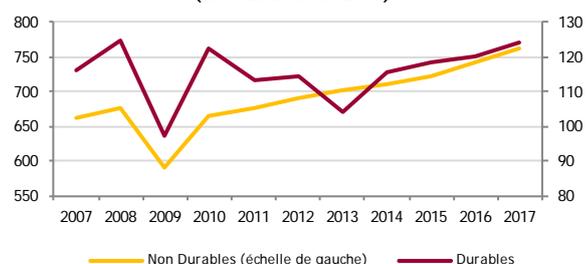
Sources : SMTPE, Pôle emploi - Dares

Une consommation des ménages qui continue de progresser...

En 2017, la consommation des ménages évolue favorablement. Les importations de biens de consommation durables (+3,0 %) et non durables (2,4 %) sont orientées positivement. Le marché automobile demeure quant à lui dynamique ; il progresse de 2,4 % à fin 2017 après la hausse spectaculaire de 2016 (+8,4 %).

Dans le même temps, malgré le retournement du marché de l'emploi, la hausse de la masse salariale (cumul des rémunérations brutes des salariés) du secteur privé (+2,1 % en 2017, après 1,8 % en 2016) permet de soutenir la consommation des ménages, tout comme l'activité commerciale, elle-même portée par l'augmentation de l'activité touristique (cf. *infra*). En effet, si le chiffre d'affaires global des hypermarchés accuse une légère baisse (-1,2 %), le segment alimentaire affiche tout de même une progression de 2,8 % sur un an.

Importations de biens de consommation (en millions d'euros)



Sources : Douanes

... Et un investissement qui se poursuit

L'investissement est globalement bien orienté en 2017. Les importations de biens d'investissement (-0,8 %) ne progressent pas dans leur ensemble, en lien avec un réajustement des échanges opérés, sur les importations de générateurs de vapeur (-84,0 %)².

En excluant ce poste, les importations de biens d'investissement sont en hausse (+1,9 %). En particulier, les importations d'équipement de communications (+17,7 %), de machines d'usage général (+9,3 %) et de produits de l'industrie automobile (+2,4 %). Ces évolutions s'inscrivent davantage dans un objectif de maintien de l'outil industriel. En parallèle, l'activité immobilière est dynamique. Les attestations de conformité électriques délivrées aux locaux commerciaux sont en hausse sur un an (+4,3 %). En revanche, le renouvellement des flottes automobiles semble achevé. Les immatriculations de véhicules utilitaires enregistrent une faible progression (+0,8 % en 2017, après +0,6 % en 2016).

Prévisions d'investissement à un an



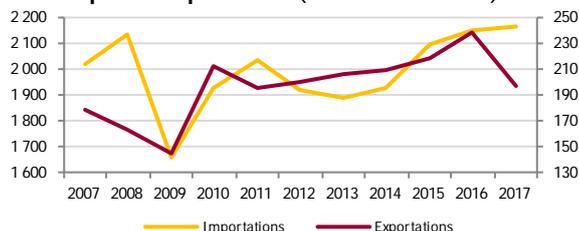
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Hors produits pétroliers, des exportations pénalisées par le secteur agricole

Hors produits pétroliers, les importations de biens augmentent légèrement (+0,8 %) et atteignent 2,2 milliards d'euros. Les importations de biens de consommation durables (+3,0 %) et non durables (+2,4 %) progressent tandis que les importations de biens d'investissement stagnent (-0,8 %) (cf. *supra*).

S'agissant des exportations hors produits pétroliers, elles diminuent à 196,1 millions d'euros (-17,5 %), en lien avec le repli des exportations de biens d'investissement (-33,6 %) et des produits agricoles (-29,4 %), conséquence des passages successifs de plusieurs tempêtes et ouragans qui ont affecté le rendement des plantations.

Échanges extérieurs, hors services & hors produits pétroliers (en millions d'euros)



Sources : Douanes

Globalement, en 2017, les importations augmentent (+3,5 % à 2,7 milliards d'euros) et les exportations diminuent (-17,9 % à 356,7 millions d'euros), sous l'effet de l'évolution des échanges de produits pétroliers (+16,8 % pour les importations et -18,4 % pour les exportations).

DES ÉVOLUTIONS SECTORIELLES HÉTÉROGÈNES

Les filières agricoles et agroalimentaires enregistrent des résultats mitigés

La filière agricole a été touchée par la succession, à moins d'un an d'intervalle, de la tempête Matthew en 2016 et de l'ouragan Maria en 2017. Ces phénomènes ont affecté le rendement et le renouvellement des plantations.

¹ En avril 2016, le plan national 500 000 formations a permis, dans sa déclinaison locale, de doubler le nombre de formations financées par l'État (7 500 en 2016). Mécaniquement certains demandeurs de catégorie A sont passés en catégorie D lors du lancement du plan. À l'issue de la formation, et à défaut d'embauche, le demandeur peut ensuite réintégrer la catégorie A.

² En 2016, une commande exceptionnelle de carénage a conduit à une forte progression des exportations de biens d'investissement.

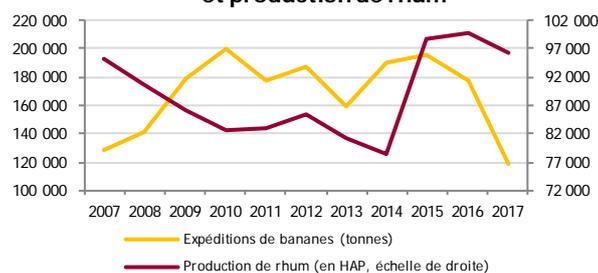
En 2017, les exportations de bananes chutent (-32,8 %) à 119 045 tonnes. De même, le secteur de la canne à sucre subit les effets de ces événements climatiques. Le volume de cannes broyées diminue de 7,6 % pour atteindre 208 770 tonnes. De ce fait, dans le secteur agroalimentaire, la production de sucre diminue (-15,1 %), malgré la légère hausse de la teneur en sucre de la canne (10,71 g pour 100 g de canne, contre 10,61 g en 2016).

Parallèlement, la production de rhum s'inscrit en baisse (-3,5 %) à 96 369 hectolitres d'alcool pur (HAP).

En revanche, les exportations (+3,5 %, en volume) et la consommation locale de rhum (+10,9 % à 20 007 HAP) progressent sur un an (la consommation locale étant également pour partie attribuable aux visiteurs et touristes – cf. *infra*).

Au sein des filières d'élevage, la production de viande est stable (+0,5 %) à 3 861,6 tonnes. La contraction des abattages de viande bovine (-6,0 %) et de viande d'ovins et caprins (-17,9 %) est compensée par la hausse des abattages de viande porcine (+9,3 %). Les abattages de volailles (-0,4 %) ne varient que très peu.

Expéditions de bananes et production de rhum



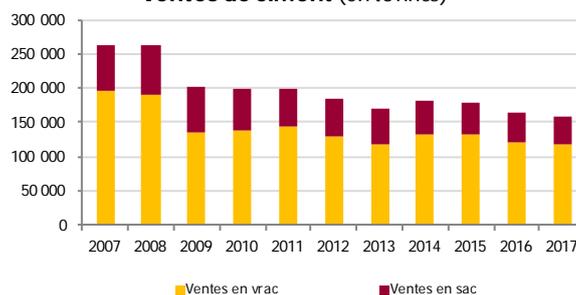
Source : DAAF, CODERUM

Des difficultés persistantes dans les secteurs du BTP et de l'industrie

La conjoncture du secteur secondaire semble durablement dégradée. Les indicateurs relatifs aux secteurs du BTP et de l'industrie témoignent d'un repli d'activité en 2017.

Les ventes de ciment se contractent de 3,4 % à 158 713 tonnes (après -8,4 % en 2016). Les ventes en vrac (généralement destinées aux chantiers d'envergure) reculent de 3,5 % à 117 026 tonnes. Les ventes en sacs (plutôt dédiées à la construction privée) diminuent dans les mêmes proportions, -3,0 %, à 41 687 tonnes. Les attestations de conformité électrique pour les logements neufs baissent de 15,1 % (Consuel). Le secteur fait toujours face à l'absence de chantiers structurants et à la faiblesse de la commande tant publique que privée.

Ventes de ciment (en tonnes)



Source : Ciment antillais

Dans le secteur industriel, les ventes de fioul, essentiellement destinées aux entreprises, progressent de 3,6 %. Pour autant, elles ne traduisent pas nécessairement une amélioration de l'activité. Les professionnels du secteur, ayant participé à l'enquête de conjoncture, ont indiqué faire face à des difficultés entre le premier et le troisième trimestre et enregistrent une amorce de reprise au quatrième trimestre.

L'activité commerciale à la recherche d'un levier de croissance

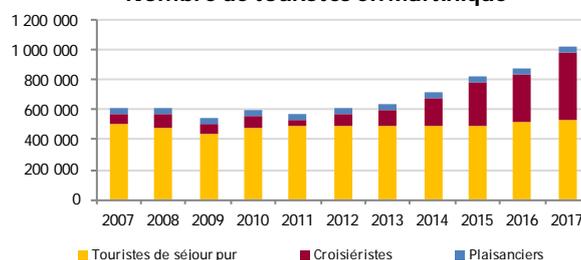
Les professionnels du secteur du commerce font encore part d'une activité atone et peu dynamique en 2017. Selon l'enquête de conjoncture, les chefs d'entreprise du secteur font part de l'instabilité de la demande qui ne favorise pas l'essor de l'activité commerciale. Ils déplorent également la dégradation de leurs charges d'exploitation. Par ailleurs, l'allongement des délais de paiement les contraindrait à puiser dans leur trésorerie disponible.

Cela étant, avec le fort développement du tourisme, les entrepreneurs pourraient gagner en optimisme. En effet, selon l'enquête de la CCCIM sur la consommation³, globalement, l'apport touristique avoisinait 75 millions d'euros pour les commerces martiniquais en 2016 ; avec l'augmentation du nombre de visiteurs au fil des derniers mois, le tourisme pourrait être un véritable levier de développement commercial.

Une année record pour le tourisme

En 2017, selon le Comité Martiniquais du Tourisme (CMT), la Martinique a reçu 1 041 139 visiteurs (+18,5 %), soit la meilleure performance depuis 1998. Suivant un rythme de croissance soutenu, le nombre de croisiéristes atteint 453 364 (+40,0 %). Le placement de la Martinique en tête de ligne de plusieurs croisières et l'ouverture, ou la reconduction, de nouvelles liaisons aériennes régionales et internationales, se traduisent par une progression de fréquentation à l'aéroport Aimé Césaire, +3,0 % à 1 852 854 passagers (hors transit). Par ailleurs, l'activité au sein de l'hôtellerie est en constante progression. Le nombre de nuitées est en hausse (+8,6 % à 1 297 milliers de nuit).

Nombre de touristes en Martinique



Source : Comité Martiniquais du Tourisme, DDPAF

De même, selon Ziléa⁴, pour la première fois depuis 2007, le taux d'occupation annuel moyen dépasse les 60 % (60,5 % – soit +4,3 points par rapport à 2016). Le prix moyen par chambre reste, quant à lui, relativement stable (proche de 100 € par nuitée).

À la suite des ouragans dans la sous-région, la Martinique a bénéficié d'un effet report de certaines destinations. La consolidation de cette recrudescence d'activité touristique, dans les mois à venir, pourrait avoir de nombreux effets d'entraînement positifs sur les autres secteurs, actuellement à la recherche d'un nouveau souffle.

Le secteur agroalimentaire pourrait notamment bénéficier du développement du spiritourisme (forme de tourisme de découverte autour de la fabrication de spiritueux. À la Martinique, cette activité est liée à la production de rhum).

³ Chambre de commerce et industrie de la Martinique – schéma directeur d'Urbanisme Commercial, Rapport Diagnostic, octobre 2016 : <http://www.martinique.cci.fr/detail-document-partage-telechargement.aspx?card=10539>

⁴ Ziléa est un club de professionnels du tourisme qui regroupe 18 établissements (1 836 chambres), soit 54 % du nombre total de chambre de l'hôtellerie martiniquaise

De plus, le commerce comme indiqué *supra*, ou encore le BTP, avec des possibles travaux à entreprendre sur le parc hôtelier, pourraient également tirer partie de cet effet d'entraînement.

L'ACTIVITÉ FINANCIÈRE CONTINUE DE PROGRESSER

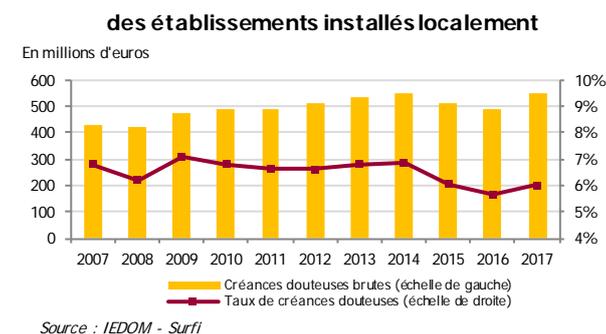
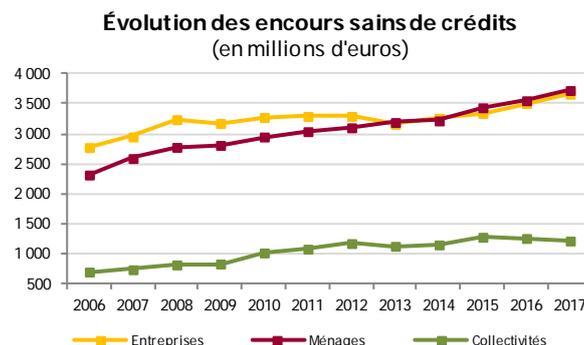
L'activité de crédit reste bien orientée

À fin décembre 2017, l'encours sain de crédits à la clientèle s'établit à 9,1 milliards d'euros, maintenant un taux de croissance favorable (+3,3 %). Les entreprises et les ménages contribuent à cette hausse tandis que les encours des collectivités sont en baisse.

Côté entreprises, le financement reste dynamique. L'encours croît de 4,4 % en glissement annuel (après +4,9 % à fin décembre 2016), à 3,7 milliards d'euros, tiré par les crédits à l'investissement (+6,5 %) et les crédits d'exploitation (+7,8 %). Les crédits immobiliers des entreprises se stabilisent (-0,6 %).

Côté ménages, l'encours sain de crédits s'élève à 3,7 milliards d'euros. Il augmente de 4,8 %, soit un rythme plus soutenu qu'un an auparavant (+3,4 %), en lien avec la croissance des crédits à la consommation (+7,8 %) et celle des crédits à l'habitat (+3,7 % après +2,7 %).

Enfin, l'encours sain de crédits octroyés aux collectivités locales recule, à 1,2 milliard d'euros (-3,4 %), en lien avec la baisse des crédits d'investissement (-4,3 %). Par ailleurs, si les crédits d'exploitation sont en hausse (+55,7 %) leur faible niveau (31,5 millions d'euros) ne permet pas d'inverser la tendance.



Le taux de créance douteuse reste mesuré

Le risque de crédit s'accroît quelque peu à fin décembre. Ainsi, les créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement s'élèvent à 548,2 millions d'euros à fin 2017 (+11,2 %) ; aussi, le taux de créances douteuses atteint 6,0 % (+0,4 point sur un an).

Les actifs financiers sont en hausse

Les avoirs financiers détenus par les agents économiques atteignent 8,0 milliards d'euros à fin décembre (+7,0 % sur un an). La progression est plus marquée cette année en raison des changements de classification géographique opérés par un établissement de crédit.

Les ménages concentrent l'essentiel des actifs financiers, avec 5,4 milliards d'euros (+3,4 %). Leur prédilection pour les dépôts à vue se confirme (+10,8 % après +5,9 % à fin décembre 2016). Ils plébiscitent encore l'épargne de long terme (+2,4 %). Les placements liquides ou à court terme des ménages affichent un léger repli (-0,8 %).

Les entreprises aussi accroissent leurs liquidités. Leurs avoirs financiers s'élèvent à 2,1 milliards d'euros (+4,7 %), hausse tirée par les dépôts à vue (+15,4 %), et dans une moindre mesure par l'épargne de long terme (+1,3 %), les placements liquides ou à court terme perdant leur attractivité (-20,1 %).

IDENTIFIER LES LEVIERS POUR RETROUVER UNE TRAJECTOIRE VERTUEUSE

En 2017, l'économie martiniquaise reste positivement orientée en lien avec la bonne tenue des indicateurs macroéconomiques. Les secteurs d'activités affichent des résultats mitigés. Certains font face à des difficultés, plus ou moins persistantes, et sont dans l'attente d'un nouveau cycle d'investissement (tant au niveau du secteur privé que du secteur public) et de nouveaux leviers de croissance.

L'activité est donc principalement portée par le tourisme et l'industrie agroalimentaire, secteurs qui disposent de forts potentiels en termes d'effet d'entraînement. Ces secteurs sont également vecteurs de richesse et de création d'emplois, dans une économie où la maîtrise des contraintes démographiques (baisse et vieillissement de la population) reste un enjeu majeur.

L'amorce d'un nouveau cycle croissance durable peut s'appuyer sur le développement des filières de l'économie verte ([voir Note expresse n°478 – L'économie verte à la Martinique](#)) et de l'économie bleue ([voir Note expresse n°431 – l'économie bleue à la Martinique](#)).

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directrice de la publication : M.-A. POUSSIN-DELMAS – Responsable de la rédaction : C. DORWLING-CARTER

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : avril 2018 – Dépôt légal : avril 2018 – ISSN 1952-9619